

par la Couronne, et toutes les masses rurales, quelles que soient les différences de culture, se soudent en partis nouveaux. En Bulgarie le gouvernement Liaptcheff préside avec habileté et lenteur à la réconciliation de l'état-major militaire et intellectuel avec les « agrariens ». En Grèce l'énorme alluvion d'un million et demi d'immigrés a imposé une politique républicaine et paysanne. Seule l'Albanie demeure ancrée dans son passé féodal.

Or, dans les Balkans, la pénétration européenne ne se fit jamais que par les clans. Jadis la Russie, l'Autriche, voire la Grande-Bretagne, se créaient des clientèles dans les capitales des petits États. C'est la politique que l'Italie tente encore, et en Albanie avec succès. Mais c'est une politique qui devient malaisée ailleurs : on n'en voit plus de-ci de-là que de vains essais désespérés. Une puissance étrangère peut avoir prise sur des coteries : elle n'a pas les moyens de se saisir d'une conscience solidaire. Celle-ci est actuellement diffuse, basée sur une civilisation commune et la volonté commune de travailler en repos.

Car tous ces peuples travaillent, se transforment. La colonisation agraire colossale en est une suffisante preuve. L'effort laborieux a fini, peu à peu, par fournir une solution aux dernières questions litigieuses : tel le problème macédonien. La fureur de quelques fous, les attentats de cet automne ne peuvent donner le change. Ils ne profitent qu'à ceux qui pêcheraient en eau trouble. Seule, la presse italienne a jeté de l'huile sur le feu. Pour l'impérialisme fasciste il y a en effet un danger réel : c'est la paix, l'ordre, l'union de toutes ces démocraties rurales.